

LA COOPÉRATION FRATERNELLE DANS LE CONTEXTE DE LA LOCALISATION ET DE LA DÉCOLONISATION

**Repenser l'aide humanitaire et l'aide
au développement en Afrique**

Mars 2024



Remerciements

Cette recherche a été financée par la CAFOD (Caritas Angleterre & Pays de Galles) et rédigée par des consultants de l’IPAZIM. Rasna Warah a fourni un soutien éditorial, et la mise en page et le design ont été réalisés par Daniel Nedan.

Nous tenons à exprimer notre sincère gratitude à tous les 6 coordinateurs de zone de Caritas Africa pour leur précieuse assistance dans la facilitation des réflexions zonales. De plus, nous adressons nos remerciements chaleureux aux organisations membres de Caritas Africa pour leurs contributions inestimables. Nous apprécions également les contributions et les retours des représentants de la CAFOD et du Secrétariat général de Caritas Internationalis.

TABLE DES MATIÈRES

Resumé 5

1.Introduction 18

1.1.La méthodologie de recherche 20

2. Conceptualisation et définition localisation 22

2.1. La localisation dans le contexte du travail de Caritas 24

3. Définition de la décolonisation..... 28

4. Principales remarques..... 32

4.1. Les facteurs facilitant le leadership local et la localisation de l'aide et du développement à long terme au sein de Caritas Africa 32

4.1.1. Le plaidoyer et la mobilisation au niveau local 32

4.1.2. Les liens sociaux, les réseaux et le leadership local existants 32

4.1.3. Les acteurs internationaux progressistes 32

4.1.4. Les politiques progressistes des donateurs 33

4.1.5. Les fonds communs 33

4.1.6. L'accès à l'aide humanitaire 34

4.2. Les facteurs entravant le leadership local et la localisation de l'aide en Afrique 35

4.2.1. Les obstacles structurels 35

4.2.2. La dynamique du pouvoir 37

4.2.3. Les problèmes de capacité..... 37

4.2.4. Les questions de communication 39

4.2.5. La perception du risque 40

4.2.6. Les défis contextuels 40

5. Recommandations 40

5.1. Les mesures pratiques possibles pour la localisation et la coopération fraternelle..... 43

5.2. Le rôle possible des Caritas nationales 46

5.3. Le rôle possible des évêques 48



L'attention portée à la subsidiarité peut aider à orienter la répartition appropriée du pouvoir et de la prise de décision. Des institutions ou des autorités plus importantes peuvent apporter un soutien général, si nécessaire, tandis que les individus et les communautés locales ont la liberté de prendre des décisions qui affectent leur vie.

Le pape François, lors du sommet 2023 sur le monde du travail organisé par l'Organisation Internationale du Travail des Nations Unies

Resumé

Ce rapport présente les résultats d'une étude qualitative menée sur la localisation et la décolonisation de l'aide et du développement parmi les organisations membres de Caritas Africa. L'étude visait à identifier les défis, les opportunités et les recommandations potentielles pour promouvoir des pratiques de développement plus équitables et durables en examinant les expériences des acteurs et des dirigeants locaux dans le contexte de l'aide et de l'assistance au développement. Le rapport est basé sur des recherches documentaires, des consultations de groupe avec les six représentants zonaux de Caritas Africa et des entretiens avec des membres de la société civile et des organisations internationales.

Caritas Africa, en tant qu'organisation humanitaire et de développement ancrée dans les valeurs catholiques, souligne l'importance de donner aux communautés locales les moyens de relever leurs défis. Dans le but d'améliorer l'efficacité et la durabilité, la localisation de l'aide implique le transfert du pouvoir, de la prise de décision et de la mise en œuvre aux acteurs locaux, tels que les gouvernements, les ONG et les communautés locales. La décolonisation de l'aide implique un déplacement de la dynamique du pouvoir des acteurs extérieurs vers les communautés et les organisations locales, tout en favorisant des partenariats équitables, en réexaminant les modèles de financement et en reconnaissant et en corrigeant les injustices historiques.

Selon l'étude, Caritas Africa n'est pas nouvelle aux concepts de décolonisation et de localisation de l'aide et du développement. Le principe de subsidiarité, qui est profondément ancré dans les enseignements sociaux catholiques, résonne dans ces idées. "Une communauté d'ordre supérieur ne doit pas s'immiscer dans la vie interne d'une communauté d'ordre inférieur en la privant de ses fonctions, mais doit au contraire la soutenir en cas de besoin et contribuer à coordonner son activité avec celle du reste de la société, toujours en vue du bien commun", selon le Catéchisme. Cela est en accord avec l'objectif principal de Caritas Africa, qui est de promouvoir des solutions durables et qui sont menées par la communauté.

1. Les facteurs facilitant la localisation de l'aide en Afrique

L'étude a révélé que plusieurs facteurs facilitent la localisation de l'aide en Afrique :

Le plaidoyer et la mobilisation au niveau local : Les acteurs communautaires et nationaux sont efficaces dans la promotion de l'agenda de localisation par la mise en réseau, la mobilisation et la défense de leurs propres priorités en veillant à ce que les politiques nécessaires soient mises en place. Les dirigeants et les organisations locales, ainsi que les organisations internationales progressistes, jouent un rôle crucial dans la conduite d'initiatives de développement durable au sein des communautés africaines. Ils contribuent également à favoriser les partenariats et les collaborations entre les organisations d'aide internationale et les entités locales.

Les liens sociaux, les réseaux et le leadership local existants : Les accords de financement au niveau national qui intègrent le leadership ou le co-leadership des ONG nationales peuvent être un moyen efficace de permettre une réponse humanitaire rapide. Les liens et réseaux sociaux existants jouent un rôle crucial en facilitant le leadership local, la localisation et la décolonisation de l'aide et du développement en Afrique. Les dirigeants et les communautés locales sont mieux équipés pour comprendre les besoins et les contextes uniques de leurs régions et peuvent adapter les efforts d'aide pour répondre efficacement à ces besoins. Ainsi, les efforts d'aide et de développement peuvent être plus ciblés, efficaces et culturellement appropriés. À cet égard, il est essentiel de donner plus de pouvoir de décision et de renforcer les capacités de

Caritas aux niveaux régional, national et diocésain. Il est particulièrement nécessaire de renforcer les capacités des acteurs communautaires et nationaux sont efficaces dans la promotion de l'agenda de localisation par la mise en réseau, la mobilisation et la défense de leurs propres priorités en veillant à ce que les politiques nécessaires soient mises en place. Les dirigeants et les organisations locales, ainsi que les organisations internationales progressistes, jouent un rôle crucial dans la conduite d'initiatives de développement durable au sein des communautés africaines. Ils contribuent également à favoriser les partenariats et les collaborations entre les organisations d'aide internationale et les entités locales susceptibles d'entraver la localisation.

Le rôle des acteurs internationaux : Certaines organisations humanitaires internationales se sont détournées de la mise en œuvre directe et ont investi dans les capacités des partenaires locaux sur le long terme, une démarche qui favorise le leadership local, la gouvernance locale et la durabilité. Les acteurs internationaux peuvent jouer un rôle progressif dans la localisation de l'aide humanitaire et du leadership en soutenant les organisations non gouvernementales locales et en leur donnant les moyens de renforcer leurs capacités institutionnelles, qu'il s'agisse des ressources humaines, des finances, de l'équipement ou des technologies de l'information et de la communication (TIC). Toutefois, ces acteurs internationaux doivent faire davantage pour réduire les déséquilibres de pouvoir entre les donateurs et les bénéficiaires des financements.

Les politiques des donateurs: Les politiques des donateurs doivent promouvoir des partenariats équitables qui tiennent compte des facteurs éthiques et géopolitiques en donnant la priorité à la participation des communautés locales aux processus décisionnels et en veillant à ce que leurs besoins et leurs points de vue soient pris en compte. Cela peut signifier qu'il faut investir dans le renforcement des capacités des organisations et institutions locales et leur permettre de jouer un rôle plus important dans la fourniture de l'aide et la prise de décision. Ces initiatives et politiques peuvent également contribuer à remédier à la relation inégale qui existe souvent entre les donateurs et les ONG et communautés locales.

Les fonds communs: La mise en commun de fonds au niveau national est un moyen efficace d'envoyer de l'argent aux acteurs locaux. Elle permet aux organisations locales d'avoir plus de contrôle et de pouvoir de décision sur l'utilisation des fonds. Les fonds communs permettent la localisation et la décolonisation de l'aide et du développement.

L'accès à l'aide humanitaire: Les difficultés d'accès à l'aide humanitaire en Afrique ont entraîné une évolution vers l'autonomisation des dirigeants locaux, la promotion de la localisation et la décolonisation des efforts d'aide. Ces difficultés ont contraint les organisations humanitaires internationales à travailler plus étroitement avec les communautés et les organisations locales, ce qui a permis le développement d'un leadership local dans la gestion des crises. Les

acteurs locaux sont mieux placés pour accéder aux communautés touchées et leur fournir de l'aide. Ils peuvent adapter l'aide aux besoins et aux contextes spécifiques des populations touchées, ce qui permet d'apporter une réponse plus efficace et plus durable.





▼ Un camion-citerne de l'organisation partenaire de Caritas, PACIDA, apporte 12 000 litres d'eau potable dans la région désertique de

2. Les facteurs entravant la localisation de l'aide en Afrique



L'étude a révélé que sept grands défis entravent la localisation de l'aide et du développement en Afrique:

Les obstacles structurels: Le système d'aide humanitaire continue de favoriser le statu quo qui est principalement paternaliste, raciste et néocolonialiste. Le système perpétue l'approche dominante du haut vers le bas de l'aide et du développement, où les pays donateurs et les organisations internationales fixent l'ordre du jour et déterminent les priorités. Cette approche ne laisse aucune marge de manœuvre aux partenaires locaux pour prendre leurs propres décisions en toute indépendance. Elle peut conduire à ignorer les systèmes et pratiques de connaissances locales, empêchant ainsi l'intégration de solutions indigènes dans les initiatives de développement. De nombreuses structures du système humanitaire international présentent également des caractéristiques qui excluent les acteurs locaux.

La dynamique du pouvoir: Certains acteurs internationaux considèrent la localisation comme une menace pour le pouvoir et les privilèges dont ils jouissent dans le cadre du statu quo. Ils pensent que la localisation peut entraîner la perte de leur emploi ou de leur accès au financement. Les intérêts bien ancrés des acteurs internationaux rendent difficile la réalisation de l'agenda de décolonisation et de localisation de l'aide humanitaire et du travail de développement en Afrique.

Le financement limité: Les acteurs locaux continuent de souffrir d'un manque d'accès au financement et aux mécanismes de coordination et de partenariat internationaux. La quantité et la qualité limitées des financements destinés aux acteurs locaux sont à la fois un résultat et un obstacle à la localisation, car les acteurs locaux ne peuvent pas attirer et retenir un personnel de qualité, qui migre vers des organisations internationales mieux financées. Le secteur de l'aide est souvent caractérisé par un effet de "fuite des cerveaux", où les dirigeants et les experts locaux sont attirés pour travailler pour des organisations internationales ou des pays donateurs, ce qui entraîne une perte de talents et d'expertise au niveau local. Sans un

soutien financier durable, les organisations locales peinent à attirer des professionnels qualifiés. Cela entrave la capacité de ces organisations à fournir une aide et un développement efficaces. En outre, les attentes et les exigences liées aux flux d'aide sont basées sur une perspective occidentale, sur les attentes de certaines structures gouvernementales et sur les systèmes de gestion financière en vigueur, ce qui fait qu'il est parfois difficile pour les petites organisations de répondre à ces exigences.

Les questions de capacité: Le terme "capacité" est souvent défini par des acteurs internationaux du Nord, reflétant ainsi les normes du Nord, en mettant l'accent sur les capacités de gestion administrative et

financière et les rapports "vers le haut". Les caractéristiques des capacités associées aux acteurs locaux, telles que les connaissances locales, la langue, la culture et la capacité d'accéder à des environnements complexes, s'en trouvent amoindries. En outre, le renforcement des capacités des acteurs locaux est inefficace, car les éléments de renforcement des capacités sont souvent conçus et mis en œuvre par des acteurs internationaux qui ne connaissent pas les besoins et les contextes des acteurs locaux et qui, souvent, n'ont même pas la capacité de les mettre en œuvre. L'impact du financement limité du renforcement des capacités pour les efforts de localisation est profond. Les organisations locales ne sont pas en mesure de développer l'expertise et les ressources nécessaires pour adapter les programmes et les interventions aux contextes culturels, sociaux et économiques uniques de leurs communautés. En conséquence, l'efficacité et la durabilité des initiatives localisées sont compromises, ce qui entrave les progrès globaux des efforts de localisation en Afrique.

Les problèmes de communication: Il y a souvent un manque de communication claire entre et parmi les membres et les partenaires internationaux. Sans une communication efficace, les dirigeants locaux risquent de ne pas être au courant des ressources et du soutien dont ils disposent et de ne pas pouvoir accéder aux possibilités de formation et de renforcement des capacités dont ils ont besoin pour diriger efficacement leurs communautés. Deuxièmement, un manque de communication peut entraîner un manque



d'appropriation et d'adhésion de la part des dirigeants locaux et des communautés, ce qui peut nuire à l'efficacité des efforts d'aide. Enfin, sans une stratégie de communication solide, il peut être difficile de s'assurer que les efforts de localisation et de décolonisation sont bien coordonnés et alignés sur les besoins et les priorités de la communauté locale.

La perception du risque: La perception selon laquelle les acteurs locaux ont une capacité limitée à gérer correctement les fonds et à respecter les principes humanitaires a conduit à l'idée largement répandue que l'octroi de financements directs et importants aux acteurs locaux est intrinsèquement très risqué. Les donateurs ont donc tendance à examiner plus attentivement les acteurs locaux. Les organisations internationales ne font pas l'objet d'un examen aussi minutieux.

Les défis contextuels: Si les gouvernements nationaux jouent un rôle important dans la localisation de l'aide humanitaire, les



▲ Cameroun : De nombreuses femmes et enfants déplacés par la milice terroriste Boko Haram vivent dans le nord du pays, près de Zangaiya. Ils bénéficient du soutien de l'organisation partenaire de Caritas, l'ALDEPA.

gouvernements répressifs, corrompus ou faibles peuvent constituer un obstacle aux processus de localisation. Les gouvernements corrompus peuvent politiser l'aide, tandis que les gouvernements répressifs peuvent simplement appliquer des politiques restrictives qui rendent difficile le travail des acteurs humanitaires. Les gouvernements faibles peuvent ne pas disposer des capacités techniques nécessaires pour promouvoir le travail humanitaire. La mauvaise gouvernance et l'instabilité dans certains pays africains entravent les efforts de localisation de l'aide et du développement. Il en résulte un manque de responsabilité et de confiance dans les institutions locales, ce qui empêche les organisations humanitaires de travailler directement avec les communautés et les gouvernements locaux pour répondre à leurs besoins spécifiques.



@CRS_2023 CHAD

3. Les mesures pratiques pour assurer la localisation

Les mesures pratiques suivantes peuvent être prises pour assurer la localisation:

a. Le niveau national et diocésain

Le partage du pouvoir et la prise de décision:

Les Caritas nationales doivent donner la priorité au partage du pouvoir et à la prise de décision avec les communautés locales. Cela signifie qu'elles doivent participer à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation des projets d'aide et de développement. Les communautés locales devraient avoir leur mot à dire dans la détermination de leurs propres besoins et des stratégies pour y répondre. Ceci est conforme à la doctrine de subsidiarité de l'Eglise qui, selon les traditions catholiques exposées par le Pape Pius XI, se réfère à une "situation qui garantit que le pouvoir, les décisions et la responsabilité sont transférés au niveau le plus bas où ils peuvent être correctement exercés".

Le renforcement des capacités locales: Des efforts doivent être faits pour investir dans le renforcement des capacités des organisations locales et des individus. Il s'agit notamment de fournir des formations, des ressources et un soutien technique pour permettre aux acteurs locaux de prendre en charge leurs propres initiatives de développement.

Les partenariats, la collaboration et la coordination: Caritas Africa devrait encourager activement les partenariats et les collaborations entre les Caritas nationales et diocésaines, les organisations locales, les responsables communautaires et les initiatives locales. Cela favorise une approche plus inclusive et participative, où les connaissances, l'expertise et les réseaux locaux sont valorisés et intégrés dans le processus de prise de décision.

b. Les organisations Caritas régionales et nationales

L'allocation des ressources aux niveaux régional et national : Les Caritas régionales et nationales doivent donner la priorité à l'allocation des ressources pour soutenir les initiatives locales. Cela signifie qu'il faut orienter le financement, le matériel et l'assistance technique vers les priorités et les projets identifiés au niveau local, ainsi que mettre en relation les partenaires locaux avec les donateurs et renforcer leur capacité à mobiliser des ressources.

Le plaidoyer et l'influence sur les politiques : Caritas Africa doit s'engager dans des efforts de plaidoyer pour promouvoir des politiques et des pratiques qui soutiennent la décolonisation et la localisation de l'aide. Il s'agit notamment de plaider en faveur de changements dans les mécanismes de financement, les politiques et les pratiques qui responsabilisent les communautés locales et donnent la priorité à leur action dans les processus de prise de décision.

c. Les partenaires financiers

La sensibilité culturelle et la compréhension du contexte : Les partenaires financiers doivent donner la priorité à l'adaptation des interventions aux contextes sociaux, économiques et environnementaux spécifiques des communautés desservies.



© Lomé, Togo/Caritas Africa

4. Le rôle possible des évêques

Pour décoloniser et localiser pleinement l'aide et le développement à long terme dans la région africaine, les évêques catholiques ont un rôle central à jouer en prenant les mesures stratégiques suivantes:

Responsabiliser ou prendre l'initiative: Les évêques peuvent établir des politiques qui guident les organisations partenaires dans la défense des approches locales, créant ainsi un environnement propice à la coopération entre les partenaires et les parties prenantes. Ils ont le pouvoir d'inviter le partenaire dans le pays et de préciser les priorités de développement local.

Favoriser les partenariats avec les communautés locales: Les évêques pourraient remédier aux déséquilibres de pouvoir entre les acteurs internationaux et les intervenants locaux en encourageant des partenariats équitables et en remettant en question les récits dominants qui sapent les connaissances et le leadership locaux, comme l'exige le principe de subsidiarité.

Soutenir le renforcement des capacités locales: Les évêques pourraient préconiser de consacrer des ressources au renforcement des capacités des entités locales et des individus, en particulier lors de leurs interactions avec les donateurs et les agences gouvernementales.

Plaider en faveur de changements politiques: En tant que chefs spirituels influents profondément ancrés dans les communautés locales, les évêques catholiques possèdent l'autorité morale nécessaire pour amplifier la voix des personnes marginalisées et vulnérables. Ils peuvent utiliser leur tribune pour s'engager auprès des décideurs politiques, en les exhortant à donner la priorité aux initiatives locales et en veillant à ce que les efforts d'aide et de développement tiennent compte des contextes culturels et socio-économiques uniques des régions qu'ils desservent.

Collaborer avec d'autres parties prenantes: Les évêques pourraient promouvoir la collaboration entre les organisations caritatives nationales et internationales, conformément aux principes énoncés à l'article 12 du Motu Proprio, qui souligne que les évêques diocésains devraient promouvoir activement la collaboration entre les institutions dont ils ont la charge.

Encourager le développement durable: Les évêques jouent un rôle multiple dans l'orientation des activités caritatives de l'Église vers des résultats efficaces et durables. Cela peut signifier contrôler les aspirations de la coopération fraternelle pour s'assurer qu'elles s'alignent sur la vision de l'Église, telle qu'elle a été adoptée dans les enseignements de Benoît XVI en 2012, qui encourage les dirigeants de l'Église à veiller à l'exécution fidèle de la mission de l'Église, y compris la promotion et la supervision des activités caritatives mises en œuvre par Caritas.

1. Introduction

Les organisations Caritas ont récemment discuté du leadership local, de la coopération fraternelle et de la décolonisation de l'assistance. Ces pensées découlent des demandes de transférer le pouvoir et les ressources du Nord au Sud, ainsi que de reconnaître l'engagement des partenaires et des acteurs locaux.

La région Caritas Africa comprend 46 organisations Caritas nationales dans 46 pays africains, y compris les îles adjacentes aux océans Indien et Atlantique. Ces organisations, y compris le Secrétariat exécutif régional, ont besoin du soutien et du financement de leurs partenaires pour mener à bien leur mission, qui consiste à aider les communautés dans le besoin et à promouvoir la justice sociale.

Néanmoins, la fourniture de services est conforme à une vision occidentale du développement, qui est représentée par une dynamique de pouvoir inégale entre le Nord et le Sud, des ressources réservées à quelques-uns, un financement limité pour les acteurs locaux et une compréhension des connaissances africaines considérée comme inférieure à celles de l'Occident. Les organisations locales sont parfois considérées comme manquant de capacités. De plus, une relation donateur-bénéficiaire inégale façonne l'engagement de la plupart des organisations locales auprès des acteurs internationaux.

Des progrès ont été accomplis pour modifier cette dynamique, notamment en allouant certains budgets de programmes de partenaires au partage des capacités, en facilitant les liens directs avec le bailleur de fonds, en garantissant l'accès à un financement pluriannuel, en augmentant la représentation du Sud mondial dans les forums internationaux et en fournissant un financement pour les coûts de base.

Lors de son Assemblée générale à Rome en mai 2023, Caritas Africa a approuvé un cadre stratégique de 7 ans qui s'étendra sur la période 2024-2030. Pour construire des communautés résilientes en Afrique, Caritas Africa a l'intention de mettre en œuvre toutes les activités à travers le prisme de la localisation et de la coopération fraternelle. En outre, dans le cadre de son programme de plaidoyer, Caritas Africa appelle à "plaider en faveur d'un environnement favorable et à soutenir le leadership, la voix et l'influence au niveau local dans les secteurs de l'humanitaire et du développement".

Ce rapport présente les résultats d'une étude qualitative sur les réalités de la coopération fraternelle, du leadership local et de la décolonisation de l'aide. L'étude visait à explorer les expériences des acteurs et dirigeants locaux dans le contexte de la fourniture de l'aide et à identifier les défis, les opportunités et les recommandations possibles pour promouvoir des pratiques de développement plus équitables et durables.



1.1.La méthodologie de recherche

Cette étude a été réalisée à l'aide d'une méthodologie de recherche qualitative. Elle a été guidée par une approche participative visant à impliquer les acteurs locaux dans la conception, la mise en œuvre et la diffusion de l'étude. L'approche comprenait un examen approfondi de la littérature et une analyse des documents sur la localisation et la décolonisation de l'aide humanitaire et du travail de développement à long terme en Afrique. Des consultations ont ensuite été organisées dans les zones Caritas d'Afrique, en tenant compte des considérations linguistiques. Les six (6) zones Caritas suivantes ont été consultées :

- i. L'Association des Conférences Episcopales d'Afrique Centrale (ACEAC),
- ii. L'Association des conférences épiscopales de la région d'Afrique centrale (ACERAC)
- iii.L'Association des conférences épiscopales membres d'Afrique de l'Est (AMECEA),
- iv.Les Conférences épiscopales des îles de l'océan Indien et de Madagascar (CEDOI - M),
- v. La Conférence épiscopale régionale de l'Afrique de l'Ouest Conférence épiscopale régionale de l'Afrique de l'Ouest (RECOA CERAWO) et
- vi.La rencontre interrégionale des évêques d'Afrique australe (IMBISA).

Les consultations zonales ont été menées sous forme de discussions de groupe (Focus Group Discussion - FGD) via Zoom. En outre, des participants ont été tirés au sort dans ces zones, ce qui a donné lieu à un total de six FGD réunissant 39 participants, comme l'indique le tableau ci-dessous.

Zone	Nombre de Participants
ACEAC	4
ACERAC	4
AMECEA	11
CEDOI-M	6
RECOWA CERAWO	8
IMBISA	6
Total	39

Le profil de l'échantillon de participants était le suivant : Les organisations membres de Caritas Africa de chaque zone, le conseil local des églises, les organisations locales de la société civile travaillant dans les zones sélectionnées, et les chefs religieux/églises. En outre, 9 entretiens approfondis ont été menés avec des participants d'agences internationales et d'organisations de la société civile travaillant avec Caritas.

Des guides de consultation et de facilitation en anglais, français et portugais ont été élaborés et utilisés pour collecter les données. Les consultations ont été menées à l'aide d'outils en ligne adaptés aux différents contextes sociaux. La technique de l'échantillonnage raisonné a été adoptée, car elle a permis d'inclure dans l'étude des personnes ayant des expériences riches et diverses en rapport avec le sujet de la recherche. L'analyse des données a été réalisée à l'aide d'une simple analyse thématique du contenu à partir des paramètres généraux qui ont émergé des résultats de l'étude.



@CRS_2023 TCHAD

2. Conceptualisation et définition localisation

Il est crucial de comprendre le contexte historique de l'aide humanitaire et du travail de développement en Afrique pour saisir l'évolution vers la localisation et la décolonisation¹. Les modèles traditionnels d'aide fonctionnent souvent selon une approche descendante, les organisations internationales prenant la tête de la conception et de la mise en œuvre des programmes d'aide. Les chercheurs affirment que les racines historiques de l'aide humanitaire et du développement en Afrique sont liées aux pratiques coloniales et impérialistes, où le Nord global a joué un rôle dominant dans l'élaboration des programmes d'aide. La localisation de l'aide et du développement en Afrique a pris de l'importance ces dernières années, avec un changement de paradigme visant à permettre aux acteurs locaux de jouer un rôle plus central dans les efforts humanitaires et de développement, ainsi qu'à changer les attitudes et les pratiques persistantes du colonialisme dans le travail de développement en Afrique.

La localisation de l'aide fait référence au processus de transfert du pouvoir, de la prise de décision et de la mise en œuvre de l'aide humanitaire et de l'aide au développement aux acteurs locaux, y compris les

gouvernements, les ONG et les communautés locales, dans le but d'améliorer l'efficacité et la durabilité de l'aide. Il existe un consensus général sur le fait qu'une plus grande inclusion des acteurs locaux dans l'aide humanitaire est un moyen efficace de remédier aux relations de pouvoir inégales au sein du secteur humanitaire. La localisation va au-delà de la simple décentralisation ; elle met l'accent sur le transfert du pouvoir de décision, des ressources et des responsabilités aux entités locales. Les acteurs locaux possèdent une connaissance du contexte, une compréhension culturelle et la confiance de la communauté, qui sont essentielles à la fourniture d'une aide efficace. La localisation implique la reconnaissance et le respect des connaissances, des capacités et du leadership locaux. En outre, les principes d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance servent de base à la promotion de la localisation de l'aide.

Plusieurs facteurs militent en faveur de la localisation de l'aide. La plupart d'entre eux critiquent le système humanitaire international, considéré comme trop



centralisé et eurocentrique. Le système est considéré comme trop bureaucratique, avec une approche descendante qui ne tient pas compte des connaissances locales.

Cependant, il n'y a pas encore de consensus sur la signification de la localisation, tant en théorie qu'en pratique. Certains spécialistes considèrent que la "localisation" est un terme général qui fait référence à "toutes les approches visant à travailler avec les acteurs locaux". Le secrétariat du sommet humanitaire mondial la définit comme "une action humanitaire fondée sur des principes, aussi locale que possible et aussi internationale que possible". L'opération européenne de protection civile et d'aide humanitaire considère que la localisation consiste à donner aux acteurs locaux des moyens de prendre en charge la fourniture de l'aide humanitaire, ainsi qu'à renforcer les capacités et les ressources des organisations locales pour répondre

aux besoins humanitaires, favorisant ainsi la viabilité à long terme. Néanmoins, ces dernières années, de plus en plus d'appels ont été lancés pour élaborer des définitions de la localisation adaptées au contexte.

On se souvient surtout du Sommet humanitaire mondial de 2016 pour son plaidoyer en faveur de la localisation de l'aide humanitaire. Le sommet a souligné la nécessité pour le secteur humanitaire de respecter les principes humanitaires universellement applicables et de veiller à ce que les acteurs locaux et nationaux soient "...renforcés dans la mesure du possible, soutenus par une coopération régionale plus forte et des institutions mondiales appuyées".

Le Grand Bargain, un accord unique entre certains des plus grands donateurs et organisations humanitaires qui se sont engagés à mettre plus de ressources entre les mains des personnes dans le besoin et à améliorer l'efficacité et l'efficacité de l'engagement de l'action humanitaire en faveur de la localisation, a été établi en mai 2016 à Istanbul, en Turquie. Il appelle à financer directement les organisations humanitaires locales, à investir dans la capacité institutionnelle des acteurs humanitaires locaux, à former des partenariats plus équitables et à veiller à ce que les plateformes de coordination incluent les acteurs humanitaires locaux.

La plupart des participants aux consultations menées dans le cadre de cette étude ont plaidé en faveur de la localisation en faisant valoir qu'elle permet aux organisations locales de

¹ Les termes "décolonisation" et "localisation" sont étroitement liés et interdépendants, comme le montrent les définitions fournies dans le présent rapport. Ces termes ont les mêmes buts et objectifs et sont donc utilisés de manière interchangeable dans ce rapport.



Marceline, sage-femme chez Caritas Kouango, fournit une éducation médicale au village assemblé de Ngadza.

s'exprimer et d'avoir du pouvoir, car elles ont une meilleure appréciation des besoins et des contextes de leurs communautés. Une personne interrogée au sein d'une organisation internationale a déclaré ce qui suit :

Il s'agirait de donner une voix aux institutions locales, de leur permettre de s'asseoir à la table et de participer activement aux plateformes traditionnellement dirigées par les acteurs internationaux et les donateurs, parce qu'elles connaissent les besoins et la situation réelle sur le terrain. Elles contribuent davantage à la prise de décisions, que ce soit par l'intermédiaire de plateformes de coordination régionales ou locales.

Au cours des consultations, il est apparu clairement que les personnes

interrogées associaient la localisation à la fourniture d'une aide efficace. Une personne interrogée lors d'une consultation zonale a déclaré :

Nous devons recommencer à nous asseoir avec les gens pour comprendre leurs besoins. La coopération fraternelle et la localisation nécessitent de s'asseoir avec les bénéficiaires, de passer du temps avec eux, de poser des questions et de s'engager.

2.1. La localisation dans le contexte du travail de Caritas

Le concept de localisation des programmes d'aide et de développement n'est pas nouveau pour Caritas Africa. Il s'aligne parfaitement sur les objectifs de Caritas

Africa, reflétant un engagement en faveur de solutions durables menées par les communautés. Caritas Africa, en tant qu'organisation humanitaire et de développement ancrée dans les valeurs catholiques, souligne l'importance de donner aux communautés locales les moyens de relever les défis qui leur sont propres. La localisation implique de transférer les responsabilités de prise de décision et de mise en œuvre au niveau local, en encourageant un sentiment d'appropriation et d'agence parmi les populations affectées. Cette approche est en accord avec la mission de Caritas Africa qui est de promouvoir la dignité humaine, la justice sociale et la solidarité. En donnant la priorité à l'implication des acteurs locaux, Caritas Africa s'assure que les interventions sont adaptées au contexte, sensibles à la culture et répondent aux besoins spécifiques des communautés qu'elles servent. Cet alignement souligne l'engagement de Caritas Africa à promouvoir des partenariats authentiques, à favoriser le renforcement des capacités locales et, en fin de compte, à contribuer au développement durable sur tout le continent.

La collaboration entre Caritas Africa et les organisations humanitaires laïques peut amplifier l'impact des efforts de localisation, car elle combine les valeurs religieuses avec des pratiques fondées sur des preuves. Les diocèses, avec leurs réseaux et infrastructures communautaires établis, servent de centres naturels pour la coordination et la mise en œuvre d'initiatives humanitaires et de développement, garantissant ainsi une réponse plus ciblée et plus efficace.

L'intersection de la localisation de l'aide humanitaire, du développement international et de la coopération fraternelle, en particulier telle que défendue par Caritas Africa, présente un cadre prometteur pour des pratiques humanitaires et de développement plus inclusives, plus réactives et plus éthiques en Afrique.

Les participants à cette étude ont noté que si la localisation peut être une nouveauté pour ceux qui font du travail humanitaire et de développement, elle n'est pas nécessairement nouvelle pour Caritas. Son travail est fondé sur les enseignements sociaux de l'Église catholique et il n'y a rien de fondamentalement différent du concept de subsidiarité. Le Catéchisme définit la subsidiarité comme le principe selon lequel "une communauté d'ordre supérieur ne doit pas s'immiscer dans la vie interne d'une communauté d'ordre inférieur, en la privant de ses fonctions, mais doit plutôt la soutenir en cas de besoin et contribuer à coordonner son activité avec les activités du reste de la société, toujours en vue du bien commun".

Il ressort clairement des consultations que les personnes interrogées considèrent la localisation comme un moyen de conférer un pouvoir de décision et de renforcer les capacités de Caritas aux niveaux régional, national et diocésain. Un informateur clé a décrit la localisation comme suit

Quelque chose qui est dirigé localement ou par des partenaires à tous les niveaux. Par exemple, si nous travaillons en Afrique, nous envisageons une situation où Caritas Africa

devient la signature de la conception et de la mise en œuvre des programmes et des projets au niveau régional africain. De même, au niveau national, nous envisageons que les partenaires de développement nationaux prennent la direction des opérations. Dans ce cas, le bureau national de Caritas serait chargé de concevoir et de diriger les processus de développement national. Au niveau communautaire, nous prévoyons que la Caritas diocésaine prenne en charge les processus de développement à ce niveau.

Il est évident, d'après cette personne interrogée, que les différents niveaux de Caritas de la région africaine, en cascade jusqu'au niveau national et enfin diocésain, représenteraient une localisation. La consultation d'un groupe zonal a fait écho à des observations similaires et a affirmé que :

Il s'agit de faire en sorte que les organisations Caritas régionales et nationales puissent se prendre en charge et mener des actions humanitaires dans ces localités sans dépendre de l'aide extérieure. Il s'agit pour les organisations membres d'être autonomes et d'avoir les moyens et les compétences pour répondre et faire le travail nécessaire.

Un informateur clé d'une organisation internationale est d'accord avec la notion ci-dessus et opine :

Il s'agirait de reconnaître, de renforcer, de soutenir et d'appuyer le rôle de chef de file de chaque Caritas nationale dans la réponse humanitaire collective. Il s'agit

donc de promouvoir un engagement collectif pour renforcer les capacités locales au niveau diocésain.

Un autre répondant a souligné la nécessité d'un flux logique de communication et de canaux d'information pour une localisation efficace. Il a été observé que :

Le système devrait avoir un flux logique de canaux de communication et d'information, c'est-à-dire que des zones, nous passons aux bureaux nationaux. Les bureaux nationaux pourraient fournir des services aux bureaux diocésains. Dans ce système, nous pourrions renforcer les capacités de chaque bureau à son niveau. Sinon, nous sommes confrontés à un problème où la charité au niveau diocésain est plus forte qu'au niveau national, et les donateurs préfèrent s'adresser directement aux diocèses. Cela affaiblit le réseau d'une manière ou d'une autre.

Il a été convenu que l'existence d'un flux logique de communication et de canaux d'information permet d'éviter les comportements discordants entre le bureau national de Caritas et le bureau diocésain, comme le montre l'exemple de Caritas Marwa au Cameroun. Le bureau diocésain de Marwa est devenu plus développé que le bureau national et de nombreux donateurs préfèrent désormais s'y rendre directement, à l'insu du bureau national. Cela signifie que les canaux de communication et d'information au niveau national sont affaiblis, car le bureau national n'a plus le contrôle total de ce qui se passe dans ses réseaux. Cependant, il est important de

noter que s'il est nécessaire de disposer d'un flux d'informations logique, le fait d'avoir un bureau diocésain local développé ne doit pas être considéré comme négatif, mais comme la configuration idéale pour une véritable localisation.

Dans cette logique, pour que la localisation ait lieu, il est nécessaire de renforcer les capacités aux niveaux national et diocésain, car c'est à ces niveaux que l'on trouve des lacunes susceptibles d'entraver la localisation

3. Définition de la décolonisation

Le terme "décolonisation de l'aide humanitaire" est devenu d'actualité dans les milieux du développement international. Le Center for Humanitarian Leadership le définit comme suit :

Un appel lancé par de nombreux acteurs humanitaires en faveur d'un changement fondamental de pouvoir et de ressources, né de la crainte que le système actuel d'aide internationale ne fasse partie d'une construction coloniale fonctionnant selon des conditions et des points de vue occidentaux, perpétuant ainsi les déséquilibres de pouvoir entre le Nord et le Sud de la planète.

La décolonisation de l'aide est une question très provocante et sensible. En substance, la décolonisation de l'aide est un terme utilisé pour décrire un mouvement dans le domaine du développement international et de l'aide humanitaire qui réévalue et restructure la manière dont l'aide et l'assistance sont fournies aux pays et aux communautés dans le besoin, en mettant l'accent sur la résolution des déséquilibres historiques et des dynamiques de pouvoir enracinées dans les histoires coloniales.

Le rapport de Peace Direct, Time to Decolonise Aid, qui présente les conclusions d'une étude mondiale sur l'héritage colonial du système d'aide, note que si "selon son

usage original, la "décolonisation" fait référence au processus de retrait d'un État d'une ancienne colonie, la laissant "indépendante", les praticiens soulignent que le terme a un sens secondaire, faisant également référence au processus de déconstruction des idéologies coloniales concernant la supériorité et le privilège de la pensée et des approches occidentales".

Un informateur clé de cette étude a défini la décolonisation de l'aide comme "un changement, en termes de dynamique de pouvoir entre les acteurs internationaux et locaux et aussi de ressources, qui sont actuellement en place. Il s'agit également d'une responsabilité mutuelle et de la promotion d'un partenariat véritable et équitable".

Les perspectives et les approches occidentales enracinées dans le colonialisme peuvent entraver les initiatives humanitaires et de développement à long terme, ainsi que les efforts de localisation en Afrique, car elles risquent de négliger le contexte, les besoins et les capacités locales. Lorsque des organisations ou des gouvernements occidentaux soutiennent les efforts humanitaires et de développement en Afrique, ils le font avec un état d'esprit façonné par leurs propres expériences et intérêts culturels, politiques et

économiques, ce qui peut involontairement nuire à l'efficacité des programmes d'aide et de développement. Cela peut se produire de différentes manières, notamment en imposant des solutions qui ne correspondent pas aux réalités locales, en ne tenant pas compte de l'apport des communautés et des organisations locales et en perpétuant la dépendance au lieu d'encourager l'autosuffisance.

L'objectif de la décolonisation de l'aide est d'adopter une approche plus juste et plus efficace dans la fourniture de l'assistance, où l'agence et la dignité des bénéficiaires sont primordiales. Un participant à une consultation de groupe a défini la décolonisation de l'aide comme suit :

Je pense que l'idée principale de la décolonisation est de s'assurer que les institutions partenaires locales qui sont les plus proches des problèmes, des défis, sont en mesure d'accéder au financement et de répondre aux besoins sur le terrain car elles comprennent mieux le contexte et ont des relations plus étroites avec les populations affectées et les personnes vulnérables, et donc, sont en mesure de prendre de meilleures décisions ou de fournir de meilleures contributions sur la façon de soutenir ces différentes communautés qui sont touchées.

La décolonisation de l'aide implique le déplacement de la dynamique du pouvoir des acteurs extérieurs vers les communautés et organisations locales, tout en encourageant des partenariats équitables, en réexaminant



les modèles de financement et en reconnaissant et en corrigeant les injustices historiques. Elle prône également la sensibilité culturelle dans la recherche de solutions plutôt que d'imposer des solutions basées uniquement sur des perspectives extérieures.

Du point de vue de l'Église catholique, la décolonisation implique de reconnaître et de corriger les injustices historiques, de promouvoir l'autodétermination des communautés indigènes et de plaider pour le rétablissement de leurs droits et de leur dignité.



4. Principales remarques

4.1. Les facteurs facilitant le leadership local et la localisation de l'aide et du développement à long terme au sein de Caritas Africa

4.1.1. Le plaidoyer et la mobilisation au niveau local

Les acteurs humanitaires locaux et internationaux contribuent au processus de localisation de l'aide. Les acteurs locaux et nationaux sont efficaces dans la promotion de l'agenda de localisation par la mise en réseau, la mobilisation et la défense de leurs propres priorités. Un participant a souligné l'importance de :

...un plaidoyer ou une formation continu(e), allant de l'autonomisation des femmes à la préparation aux situations d'urgence liées au changement climatique pour les acteurs locaux, et veiller à ce que les politiques nécessaires soient en place est essentiel pour la localisation de l'aide humanitaire et du développement.

4.1.2. Les liens sociaux, les réseaux et le leadership local existants

Les accords de financement au niveau national qui intègrent le leadership ou le co-leadership des ONG nationales peuvent être un moyen efficace de permettre une réponse humanitaire rapide. Les liens et réseaux sociaux existants jouent un rôle crucial en facilitant le leadership local, la localisation et

la décolonisation de l'aide en Afrique. Les acteurs locaux et nationaux capitalisent également sur les liens et réseaux sociaux existants dans leur réponse aux catastrophes. Les dirigeants et les communautés locales sont mieux équipés pour comprendre les besoins et les contextes uniques de leurs régions et peuvent adapter les efforts d'aide pour répondre efficacement à ces besoins. En tirant parti des liens et des réseaux sociaux existants, les efforts d'aide peuvent être mieux ciblés, plus efficaces et mieux adaptés à la culture. Selon les participants à l'étude, cette approche permet également aux communautés locales de se prendre en charge et de s'approprier les processus de développement, ce qui permet d'obtenir des résultats plus durables. Les participants à l'étude ont également souligné qu'ils travaillaient avec diverses parties prenantes, y compris les dirigeants locaux et les groupes sociaux, pour aborder les interventions humanitaires. Il a été observé que ces interventions étaient essentielles pour promouvoir la prise de conscience et l'action collective parmi les membres de la communauté.

4.1.3. Les acteurs internationaux progressistes

Certains acteurs internationaux, tels que la Croix-Rouge et les agences des Nations unies, sont passés de la mise en œuvre directe à

l'investissement à long terme dans les capacités des partenaires locaux, une démarche qui favorise le leadership local, la gouvernance locale et la durabilité. Bien que cela puisse être le résultat d'engagements internationaux et de politiques des donateurs, c'est la proactivité de ces acteurs qui rend possible l'agenda de localisation. Caritas a été félicitée pour son approche unique à cet égard, comme l'a souligné une personne interrogée :

...que nous disposons de ressources locales provenant de l'organisation nationale des membres Caritas et de Caritas au niveau diocésain. Il est propre à la Confédération Caritas d'aider à maintenir cette présence à tous les niveaux de base et de faire partie de la communauté.

Un participant a fait remarquer:

Ngu qti cplucvqpu lpgtprvqpcrgu uqwlpppgprvrgu qti cplucvqpu pqp i qwxgtppo gpcrgu rjccrgu. pqp ugwrgo gpv gp rjwlt ceeqtf cpv f gu umdxgprvqpu. o cku cwuukgp rgu clf cpv Uug f qvgt f g r qwxqltu gvf g ecr cekâu lpuvkwkqppgmrgu. swjkn u)ci kuug f g tguuqvtegu j wo clpgu. f g lpcpegu. f jâswkr go gpw qw f g vgej pqrqi lgu f g rjplqto cvlqp gvf g r eqo o wplecvlqp0

4.1.4. Les politiques progressistes des donateurs

Les politiques progressistes des donateurs internationaux sont celles qui promeuvent des partenariats équitables et qui prennent en considération les facteurs éthiques et géopolitiques. Les politiques progressistes peuvent donner la priorité à la participation des communautés locales aux processus de prise de décision, en veillant à ce que leurs

besoins et leurs perspectives soient pris en compte. Par exemple, les participants à l'étude ont souligné que le HCR fait des efforts et travaille actuellement sur un cadre de localisation. Un participant a également souligné que :

Il existait d'autres cadres d'assistance tels que les normes humanitaires de base qui engagent les organisations à travailler avec les organisations de développement locales. Les normes humanitaires fondamentales comportent des lignes directrices et des indicateurs. En outre, une consultation des organisations non gouvernementales a été organisée afin de recueillir les commentaires et les réactions des ONG internationales et locales sur la forme que pourrait prendre ce cadre de localisation potentiel. L'OIM a également annoncé qu'elle travaillait sur un cadre de localisation.

Ces initiatives et politiques peuvent contribuer à remédier au déséquilibre de pouvoir qui existe souvent entre les organisations d'aide internationale et les communautés locales. En outre, des politiques progressistes peuvent investir dans le renforcement des capacités des organisations et institutions locales, leur permettant ainsi de jouer un rôle plus important dans la fourniture de l'aide et la prise de décision. Cela peut contribuer à réduire la dépendance à l'égard de l'aide extérieure et à promouvoir le développement durable.

4.1.5. Les fonds communs

Les fonds communs nationaux sont des moyens efficaces d'envoyer de l'argent aux

acteurs locaux. Comme l'ont noté certains participants, le développement des fonds communs en Afrique contribue à faciliter le leadership local, la localisation et la décolonisation de l'aide en permettant aux organisations locales d'avoir plus de contrôle et de pouvoir de décision sur l'utilisation des fonds. Selon un participant :

Ngu hqpf u eqo o wpu tcuugo drjpv ngu tguuqwtegu f g r mulgwntu f qpcvgntu. swkr gwxgpn gpumkg ätg cmqvägu U f gu qti cplucvqpu mecrngu gp hqpevkqp f g ngwtu dguqlpu gvf g ngwtu rtkqtkaü0Egwg crrtqej g r gto gvcwz f kki gcpw mecvwz f g ujcvcswgt cwz rtqdráo gu rtqrtgu Ü ngwtu eqo o wpcwâu. hcxqtkug re mecrkucvqkp f gu ghqtvu f jclf g gvtâf wkr re f âr gpf cpeg Ü rñai ctf f gu cevgntu gziâtlgwtu0

En décentralisant la prise de décision et l'allocation des fonds, les fonds communs soutiennent la décolonisation de l'aide en Afrique, permettant une approche du développement plus durable et axée sur la communauté. En outre, le développement des fonds communs favorise le processus de localisation, car il aide les organismes donateurs internationaux à surmonter certaines des difficultés qu'ils rencontrent dans l'acheminement des fonds vers les acteurs locaux.

4.1.6. L'accès à l'aide humanitaire

Les difficultés d'accès à l'aide humanitaire en Afrique ont entraîné une évolution vers l'autonomisation des dirigeants locaux, la promotion de la localisation et la décolonisation des efforts d'aide. Les

participants à l'étude ont souligné que ces défis ont contraint les organisations humanitaires internationales à travailler plus étroitement avec les communautés et les organisations locales, permettant ainsi le développement d'un leadership local dans la gestion des crises. Parmi ces contextes figurent les conflits armés, les catastrophes naturelles, le changement climatique, les pandémies telles qu'Ebola et COVID-19, et même le manque d'accès physique dû aux cyclones, entre autres catastrophes. Des études menées en Somalie et au Sud-Soudan ont montré que la réponse humanitaire n'a d'autre choix que de s'appuyer sur les acteurs locaux parce que les acteurs internationaux ne peuvent pas accéder à la population ou ne vivent pas là où se trouvent les communautés touchées. En outre, comme l'a fait remarquer un autre participant :

mmqtu f g rñar kâo kg f jGdqre gp Chtkswg f g rjQvuguv ngu tgur qpucdrngu mecvz qpvlqvâ wp tí ng etwelcn fcpu rñaf wecvqkp gv re o qdktucvqkp f g ngwtu eqo o wpcwâu r qwt go r âej gt re rtqr ci cvqkp f g re o cmef kg0

En s'engageant avec les acteurs locaux, les efforts d'aide sont mieux adaptés aux besoins et aux contextes spécifiques des populations touchées, ce qui conduit à une réponse plus efficace et plus durable. En outre, cette évolution contribue à la décolonisation de l'aide en réduisant la dépendance à l'égard de l'aide extérieure et en permettant aux entités locales de s'approprier les initiatives d'aide et de développement. En outre, ces défis peuvent inciter les organisations d'aide internationale à reconnaître l'importance de

l'autonomisation des acteurs locaux et de l'établissement de partenariats avec eux, favorisant ainsi la localisation des efforts d'aide.

4.2. Les facteurs entravant le leadership local et la localisation de l'aide en Afrique

Bien que l'on reconnaisse l'importance de l'autonomisation des acteurs locaux pour améliorer la pertinence, l'efficacité et l'impact positif de l'aide humanitaire, l'opérationnalisation de l'agenda de localisation présente ses propres défis. De nombreuses structures du système humanitaire international présentent encore des caractéristiques qui excluent les acteurs locaux. Ces derniers n'ont toujours pas accès aux mécanismes de financement, de coordination et de partenariat. En outre, il existe également des relations de pouvoir inégales au sein du système d'aide humanitaire qui tendent à favoriser le statu quo, qui peut être raciste et néocolonialiste. Ces obstacles sont interconnectés et se renforcent mutuellement. Il est donc impératif de ne pas s'attaquer à ces obstacles de manière isolée.

4.2.1. Les obstacles structurels

Les obstacles structurels entravent de plusieurs manières le leadership local, la localisation et la décolonisation de l'aide en Afrique. Le paradigme dominant de la fourniture de l'aide est celui du haut vers le bas, les pays donateurs et les organisations internationales fixant l'ordre du jour et

déterminant les priorités de la distribution de l'aide. Cela peut marginaliser les dirigeants et les communautés locales, qui peuvent avoir une meilleure compréhension des besoins spécifiques et du contexte de leurs communautés.

I.La quantité et la qualité limitées du financement

Les personnes interrogées ont observé que la quantité et la qualité limitées des financements destinés aux acteurs locaux sont à la fois un résultat et un obstacle à la localisation, car les acteurs locaux ne peuvent pas attirer et retenir du personnel de qualité. Ainsi, le secteur de l'aide est souvent caractérisé par un effet de "fuite des cerveaux", où les dirigeants et les experts locaux sont attirés pour travailler pour des organisations internationales ou des pays donateurs, ce qui entraîne une perte de talent et d'expertise au niveau local. Dans certains cas, les acteurs locaux ne parviennent pas à accéder aux financements parce que les donateurs internationaux n'ont qu'une capacité limitée à gérer les petites subventions dont bénéficient les acteurs locaux.

En outre, les donateurs internationaux ont continué à soutenir des modèles de partenariat de sous-traitance inégaux. Alors que les modalités de financement existantes au sein de la confédération Caritas, en particulier le système d'appel d'urgence, constituent un outil rapide et efficace permettant aux membres Caritas d'accéder au financement, les membres opérationnels

ont souvent des difficultés à couvrir leurs frais administratifs.

Un participant a souligné ce point en disant

Fcpu ng eqpvzvg f gu Ug{ej gmg. ng r t qdráo g f g r f kgevqp guv swg pqwu vtcxclmpu qwu gp rctvgpctcv cxge Ectkcu gv sw)kn p{ c r tcvswgo gpvr cu f g vtcxclmgtu Û vgo ru r nglp0 Ng hcksvsg pqwu c{qpu r gw f g o q{gpu hpcpelgtu pqwu go rãej g f g rc{gt vp vtcxclmgt Û vgo ru r nglp0E)guvwp r gw f ktlekg r cteg swg xqwu f g xg| hckg xqvtg vtcxcl Û vgo ru r nglp gp r mu f g egmk f g Ectkcu0

Un autre participant du Sud-Soudan a exprimé les mêmes sentiments :

Pqwu pg uqo o gu r cu gp o guwtg f)qdvplk ng hpcpego gpv f qpv pqwu cxqpu dguqlp r qvt târ qpf tg cwz vti gpegu gvr gw)ãvtg r qvt tâcrlugt f)cwitgu rtqlgw fcpu f ktrâtgpgu tãt kpu0 Ng uqwkpg crrqtã Û r Ectkcu pcvqpcr ng guv xtcl gpv lpwltkucpv r qvt mk r gto gvtg f g hckg uqp vtcxclngvf g dlgp hapevkppgt0

Sans un soutien financier durable, les organisations locales peinent à attirer et à retenir des professionnels qualifiés, ce qui compromet la résilience et l'autonomie à long terme des communautés touchées. Il est donc essentiel de relever les défis financiers pour mettre en place une réponse humanitaire plus durable et plus efficace au niveau local.

II.L’approche descendante

Les obstacles structurels font place à une approche descendante qui ne laisse aucune

marge de manœuvre aux partenaires locaux pour prendre leurs propres décisions. Comme l'a fait remarquer un participant :

Egr c etââ vp eqo r ngzg f)prâtlqtkâ qò egtvclpu j cdkcpv gv f kti gcpv r qecwz r gpugpvswg ukegr xlgpv f g ngzâtkgvt. e)guv dlgp. gv egtvclpu p)lo ci lpgpvr mu swg pqwu r wkuulqpu xktg ucpu cl f g0

L'impact d'un complexe d'infériorité sur les efforts de localisation résultant de ces barrières structurelles est significatif. Il peut conduire à un mépris des systèmes et pratiques de connaissances locales, entravant l'intégration de solutions indigènes dans les initiatives de développement. En outre, le manque de confiance dans les capacités locales peut décourager l'investissement dans les organisations locales et les initiatives humanitaires, perpétuant ainsi un cycle de dépendance à l'égard des ressources extérieures. Cela freine non seulement la croissance économique, mais compromet également la durabilité des efforts de développement et d'aide humanitaire en Afrique.

En outre, en raison de problèmes structurels, les acteurs locaux n'ont pas accès aux systèmes de coordination et aux organes décisionnels internationaux. Cela constitue un obstacle à la localisation de l'aide humanitaire et de l'aide au développement, car la plupart des décisions sont prises par des acteurs internationaux occidentaux qui ont un meilleur accès au système de coordination. Une personne interrogée a fait remarquer que :

qeelf gpvcng0Gmg uqpvdcuâgu unt ngu cvgpgu f g egtvclpgu utwewtgu i qwxgtpgo gpvcrgu. f g egtvclpu u{uáo gu f g i guvqp hpcpelâtg. f g egtvclpgu ej qugu swkuqpgp r ræg. eg swktgpf rcthqku ngu gzli gpegu f ktlekgu Û cvglpftg r qvt ngu r gvkgu qti cplucvqpu0

4.2.2. La dynamique du pouvoir

Les intérêts bien ancrés des acteurs internationaux rendent difficile la réalisation de l'agenda de décolonisation de l'aide humanitaire. Comme l'ont fait remarquer certains participants, cela conduit certains partenaires internationaux à exécuter eux-mêmes les projets locaux. Par exemple, les participants d'un groupe ont noté que dans certaines régions :

Les organisations Caritas nationales sont en concurrence avec les Caritas diocésaines locales. Nous devons insister sur la nécessité d'une plus grande responsabilité mutuelle et d'un plus grand respect pour les responsables locaux de Caritas et veiller à ce qu'ils n'entrent pas en concurrence avec la Caritas nationale pour l'obtention de ressources.

Toutefois, un autre participant a fait remarquer que les financeurs ont parfois tendance à considérer la structure de Caritas au niveau national et diocésain comme complexe et coûteuse, ce qui, dans certains cas, pose des problèmes quant à la manière dont les fonds sont déboursés et à différents niveaux. Le participant a fait remarquer que : L'un des partenaires financiers avec lesquels j'ai voyagé un jour m'a dit que nous ne travaillons pas avec le bureau national. Nous travaillons avec les bureaux locaux. C'est un gros problème aujourd'hui. Pour eux, c'est la

localisation qui fournit un soutien aux institutions locales. Je disais donc que le bureau national est aussi une institution locale. C'est donc le problème qui se pose. Le défi que les partenaires mettent en avant est que le bureau national est une strate coûteuse. Ils disent qu'obtenir de l'argent pour aller au bureau national du diocèse coûtera beaucoup d'argent en termes d'administration.

En accord avec ce point, la recherche montre que certains acteurs internationaux considèrent la localisation comme un facteur susceptible d'affecter négativement leur pouvoir et leurs privilèges au sein du système humanitaire et de développement international. L'"auto-préservation" des acteurs internationaux constitue un obstacle à la localisation. Les acteurs internationaux ont également sapé les capacités locales, par exemple en nationalisant les organisations non gouvernementales internationales de manière à ce qu'elles puissent obtenir des fonds au niveau national, tandis que les acteurs internationaux conservent le privilège de recevoir des fonds étrangers.

4.2.3. Les problèmes de capacité

Selon le cadre stratégique de l'Union africaine pour le développement des capacités en Afrique 2019, le renforcement des capacités est un processus qui permet aux individus, aux groupes, aux organisations, aux institutions et aux sociétés de définir, d'articuler, de s'engager et d'actualiser durablement leur vision ou leurs objectifs de développement, en s'appuyant sur leurs propres ressources et leur apprentissage

La complexité des structures politiques, sociales et économiques des pays africains peut poser des problèmes aux organisations humanitaires et aux acteurs locaux qui cherchent à apporter une aide et un soutien aux communautés dans le besoin. Parfois, les conflits au sein des communautés touchées et entre ces dernières et la communauté d'accueil peuvent entraver la fourniture efficace de l'aide. Par exemple, un participant ougandais a souligné que :

Gp tckuqp fgu eqphiku r qrkkswgu fcpu ngu rc{u xqkulp. pqwu cxqpu rw ceewgknt wp itcpf

pqo dtg f g tâhi lâu gp Qwi cpf c0Gvkguvegtclp swg pqwu cxqpu r weqpucvgt wp egtvclp pqo dtg f g rtqdráo gu fcpu eg eqpgzvq f g tâhi lâu0Nc pqwttkwtg guv lpumtkucpvq gv r rtqgevkq f gu tâhi lâu guv hckdng gp tckuqp fgu eqphiku vldcwz cw uglo fgu ecoru f g tâhi lâu gv gptg ngu tâhi lâu gv ngu eqo o wpcwâu f)ceewgk0 Crqtu sw)ku xkxgpv fcpu ngu ecoru f g tâhi lâu gp Qwi cpf c. kñ{ c f gu ecu qò egu r gtuqppgu qpvgw f gu eqphiku gptg gngu gvcxge ngu eqo o wpcwâu f)ceewgk0

5. Recommandations

5.1. Les mesures pratiques possibles pour la localisation et la coopération fraternelle

i.Le niveau national et diocésain

a.Le partage du pouvoir et la prise de décision

Les Caritas nationales doivent donner la priorité au partage du pouvoir et à la prise de décision avec les communautés locales. Cela signifie qu'elles doivent participer à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation des projets d'aide. Les communautés locales devraient avoir leur mot à dire dans la détermination de leurs propres besoins et des stratégies pour y répondre. La décentralisation du pouvoir et de la prise de décision au niveau local permettra de mettre en œuvre des solutions appropriées car, comme l'a fait remarquer un participant :

00g rtqdráo g swg pqwu tgpeqptqpu cxge ngu qti cplucvqpu lpgtpcvqpcngu guvsw)gngu r gwxgpv xqwrqk lo r qtvgt swgrswg ej qug f g ngvt ulái g gv xqwrqk ng tgpftg qrâtcvqppgnfcpu wp f kqéaug eqo o g egmkf g Ej lpj q{kqò ng eqpgzvq guvqwr Ûhckvf kñâtgpv0

Le modèle de partage du pouvoir et de prise de décision peut facilement surmonter ces difficultés. Cela ne devrait pas poser de problème aux évêques, car cela est conforme

à la doctrine de subsidiarité de l'Église, qui, selon les traditions catholiques exposées par le pape Pie XI, désigne une "situation qui garantit que le pouvoir, les décisions et la responsabilité sont exercés au niveau le plus bas où ils peuvent l'être convenablement". Ce principe veut que les niveaux d'autorité supérieurs n'interviennent que lorsque les niveaux inférieurs ne sont pas en mesure d'accomplir une tâche aussi bien ou aussi efficacement.

b.Le renforcement des capacités locales

Il faut s'efforcer d'investir dans le renforcement des capacités des organisations locales et des individus. Il s'agit notamment de proposer des formations, des ressources et un soutien technique pour permettre aux acteurs locaux de prendre en charge leurs propres initiatives de développement. En renforçant les capacités locales, Caritas peut garantir des interventions durables et menées au niveau local. L'un des participants a déclaré:

Pqwu pg rñechuqpu r cu fcpu wpg ukwcvkp qò ñgpnkâ swg pqwu xqwrqpu rñechugt guv hckdng00u)ku xgwrqpvswg egre f gxlppg wpg tâcnkâ. ku f qlxgpv tgphqtegt r ecrcekâ fgu dwtgcwz Ectkcu0 Nc rñechucvqp gv r f âeqrñpkucvqp pg ug hqpv r cu fcpu ng xlf g0 Ectkcu Cñlec f qlv rtqr qugt fgu qwku r gtvpgpu r qwt uqwgplk eg rtqeguww0

Un autre participant a ajouté

Pqwu f gxqpu tgphtegt ngu u{uáo gu chp f g r qwxqk tgp f tg eqo r vg f gu tguuqwtegu gvuwxktg gvâxcmgt rlo r cevsug pqwu cxqpu0

c.Les partenariats, la collaboration et la coordination

Caritas Africa devrait encourager activement les partenariats et les collaborations entre les Caritas nationales et diocésaines, les organisations locales, les responsables communautaires et les initiatives locales. Cela favorise une approche plus inclusive et participative, où les connaissances, l'expertise et les réseaux locaux sont valorisés et intégrés dans le processus de prise de décision. Les arguments en faveur de partenariats et de collaborations efficaces ont été soulevés par un participant, qui a déclaré ce qui suit:

Uwt ng r rcp r tcvswg. lnguvpâeguuckg f jârdqgt wpg utcvâi lg f jrrtgpvkuuci g u{uáo cvswg Û rctvk f gu qti cplucvqpu swkr tcvswgpnv f âlU r rjecnucvqp0

Un autre a ajouté que :

Ki ugtckv lo r qtcvpu swg r Ectkcu tâi kpcrg chleclpg tgphteg uqp tíng f g eqqtf hpcvqp0 Ectkcu Chlec f gxtckv âtg eqpukf âtâg eqo o g wp ej gh f g hng fcpu ng uqwkpg cvz Ectkcu rjecngu ur âekhsngu Ûej cswg r c{u0

Le projet EMPOWER (Empowering Partner Organizations Working on Emergency Responses), lancé en Amérique et dans les Caraïbes, est un excellent modèle à reproduire dans d'autres régions, car il utilise les comités de localisation qui soulignent l'importance de la coopération fraternelle. EMPOWER promeut la direction de la réponse humanitaire par des organisations locales ayant une couverture nationale. Cette approche est guidée par les priorités institutionnelles et programmatiques identifiées au sein des organisations.

ii.Les organisations Caritas régionales et nationales

a.L'allocation des ressources aux niveaux régional et national

Les Caritas régionales et nationales doivent donner la priorité à l'allocation des ressources pour soutenir les initiatives locales. Cela signifie que le financement, le matériel et l'assistance technique doivent être orientés vers les priorités et les projets identifiés au niveau local. Cela implique également de veiller à ce que les ressources financières soient accessibles aux organisations locales, ce qui peut réduire leur dépendance à l'égard du financement externe. Comme l'a fait remarquer l'une des personnes interrogées :

Kguvpâeguuckg f g f âr rjegt ng r qtvgo qppckg chp swg r f âekukp uwt eg swkf qkv âtg rckv eqo o gpv qò gvr ct swkwpkxgcw rjecnrtgxlgppg cvz cevgwtu rjecnw0 Ectkcu Chlec f qkv

tgphtegt ngu ecr cekâu f gu dwtgcwz pcvqpcwz gp o cvâtg f g o qdhtucvqp f gu tguuqwtegu chp f g rjw r gto gvtg f jceâf gt cwhpcpego gpvf gu rctvgpckgu0 Ectkcu Chlec f qkvâi crgo gpvlgwt wptí ng fcpu r o lug gp tgrvqp f guf lqéaugucxge ngu rctvgpckgu0

Pour Caritas Africa, il est essentiel d'établir un lien entre les partenaires locaux et les donateurs et de renforcer leurs capacités de mobilisation des ressources afin de promouvoir la décentralisation des pouvoirs et d'assurer la localisation de l'aide humanitaire et de l'aide au développement. Les modèles traditionnels de financement des donateurs doivent être révisés afin d'assurer une répartition équitable, en passant d'un financement à court terme basé sur des projets

©CRS / Tchad 2023



à des accords pluriannuels flexibles.

b.Le plaidoyer et l'influence politique

Caritas Africa doit s'engager dans des actions de plaidoyer pour promouvoir des politiques et des pratiques qui soutiennent la décolonisation et la localisation de l'aide. Il s'agit notamment de plaider en faveur de

changements dans les mécanismes de financement, les politiques et les pratiques qui responsabilisent les communautés locales et donnent la priorité à leur action dans les processus de prise de décision. Selon un participant :

Kguvpâeguuckg swg Ectkcu Chlec hcuug wp vtcxch f g r rckf q{gt cwr tâu f gu rctvgpckgu hpcpelgtu. o âo g ukegtvclpuf jgvtg gwz j âukgpvÛu)gpi ci gt uwt r xqkg f g r rjecnucvqp. chp f jcxqk r egtvkwf g swg ngu hqpf u sw)ku f qppgpvuqpvwkuâu cvz hpu r tâxwgu0

iii.Les partenaires financiers

La sensibilité culturelle et la compréhension du contexte

Les partenaires financiers doivent donner la priorité à la sensibilité culturelle et à la compréhension du contexte dans leurs approches. Cela implique de reconnaître et de respecter les coutumes, les traditions et les modes de vie locaux. Il s'agit également d'adapter les interventions aux contextes sociaux, économiques et environnementaux spécifiques des communautés desservies. L'un des participants a fait référence à ce besoin :

d'impliquer la communauté dans tout ce que nous faisons et d'essayer de comprendre comment la communauté travaille à la base.

Les acteurs internationaux devraient s'inspirer des contextes locaux. Mettre l'accent sur la compréhension du contexte permet aux acteurs internationaux de tirer des

connaissances précieuses sur la dynamique, la culture, les structures sociales et les vulnérabilités de leur communauté. S'engager activement dans ces perspectives peut améliorer l'efficacité du programme.

5.2. Le rôle possible des Caritas nationales

Pour favoriser une approche de l'aide plus localisée, durable et centrée sur la communauté, les Caritas nationales peuvent envisager les recommandations suivantes :

S'engager dans une écoute active : Donner la priorité aux voix et aux perspectives des communautés locales et des partenaires. Les directeurs nationaux de Caritas doivent organiser des forums nationaux à leur niveau et inviter les CIMO locales à participer à des discussions pour lancer le processus d'écoute et d'appropriation locale. Ces forums peuvent servir de plateformes de dialogue et permettre aux acteurs locaux d'exprimer leurs besoins et leurs aspirations sans influence extérieure. Il s'agit de mettre en place des mécanismes de retour d'information permanent et de veiller à ce que la contribution de la communauté soit un élément central des processus de prise de décision.

Le renforcement des capacités : Investir dans le renforcement des compétences et des capacités des organisations locales et des individus afin qu'ils puissent diriger et gérer efficacement les programmes d'aide. Cela implique de développer des programmes de

formation sur mesure, de fournir des ressources et de faciliter les plates-formes de partage des



©Lomé, Togo/Caritas Africa

connaissances afin d'autonomiser les acteurs locaux dans leurs initiatives de développement.

Le leadership local : Veiller à ce que les dirigeants locaux soient au premier plan des processus décisionnels et à ce qu'ils aient le pouvoir de guider les initiatives d'aide dans leurs communautés. Adopter le principe de subsidiarité, en permettant que les décisions soient prises au niveau le plus efficace et le plus local.

L'approche de partenariat : Développer des partenariats équitables avec les entités locales, en les traitant comme des collaborateurs plutôt que comme des bénéficiaires. Favoriser une éthique de collaboration qui reconnaisse la valeur des connaissances et de l'expertise locales, ce qui contribuera à créer une approche plus inclusive et participative de l'aide.

La sensibilité culturelle : Respecter et intégrer les coutumes, les traditions et les systèmes de connaissances locaux dans les programmes d'aide. Adapter les interventions aux contextes sociaux, économiques et environnementaux spécifiques des communautés desservies, en promouvant la sensibilité culturelle et l'inclusion.

La transparence et responsabilité : Faire preuve de transparence quant aux sources et à l'utilisation des fonds d'aide et rendre des comptes aux donateurs et aux communautés desservies. Cela implique une communication ouverte avec les parties prenantes concernant les aspects financiers des programmes d'aide et la garantie de la clarté et de la confiance dans l'allocation et l'utilisation des ressources.



©Lomé, Togo/Caritas Africa

L'engagement à long terme : Privilégier le développement durable plutôt que l'aide à court terme. Soutenez les objectifs à long terme fixés par les communautés elles-mêmes. Il faut pour cela changer de perspective et passer des besoins immédiats à des solutions durables, en alignant les efforts d'aide sur les aspirations plus larges des communautés locales en matière de développement.

Diversifier les financements : Encourager et faciliter l'accès des organisations locales à diverses sources de financement afin de réduire la dépendance à l'égard de l'aide internationale. Cela implique d'explorer des modèles de financement alternatifs et d'établir des mécanismes permettant aux entités locales d'accéder aux ressources financières de manière indépendante.



En outre, lorsque le financement est diversifié et suffisant, Caritas est en mesure de conserver un personnel compétent, de le rémunérer correctement et donc de maintenir la capacité requise au niveau local.

La défense des politiques : Plaider en faveur de politiques qui soutiennent les droits et les capacités des communautés locales à diriger leur développement. S'engager dans des efforts de plaidoyer stratégique aux niveaux local, national, régional et international afin d'influencer les politiques qui donnent la priorité à l'appropriation et au contrôle des initiatives d'aide par les communautés locales.

La pratique réflexive : Réfléchir en permanence à l'impact du travail d'aide et l'évaluer, et être ouvert à l'apprentissage et à l'adaptation des approches sur la base du retour d'information des parties prenantes locales. Mettre en œuvre une pratique réflexive qui implique des évaluations régulières, tirer les leçons des succès et des difficultés, et

procéder à des ajustements en connaissance de cause pour améliorer l'efficacité et la pertinence des programmes d'aide.

5.3. Le rôle possible des évêques

Une analyse des responsabilités attribuées aux évêques supervisant Caritas révèle que leur rôle est destiné à promouvoir à la fois le leadership local et la coopération fraternelle dans le contexte de la décolonisation ou de la localisation. Il est important de noter que même si l'Eglise utilise une terminologie légèrement différente de celle couramment utilisée dans le secteur humanitaire et le développement international, l'essence de sa mission s'aligne sur les principes d'autonomisation des communautés locales et d'encouragement des efforts de collaboration. En analysant le rôle des évêques, il est important de se rappeler qu'ils sont des pasteurs et non des gestionnaires de Caritas. Pour décoloniser et localiser pleinement l'aide et le développement à long terme, les évêques catholiques peuvent jouer un rôle central en prenant les mesures stratégiques suivantes :

Responsabiliser ou prendre l'initiative

Les évêques doivent créer une branche diocésaine de Caritas et superviser ses opérations et sa croissance. Ils doivent assurer une direction claire et donner le ton et l'orientation du programme de décolonisation et de localisation, en définissant des politiques qui guident les organisations partenaires et plaident en faveur d'approches locales. Comme l'ont



mentionné les participants aux discussions de groupe :

*Ng tíng fgu áxãswgu guv fg etâgt w
gpxltqppgo gpvr tqr leg Úr eqqr âtcvqp gptg ngu
r ctvgpcktu gvngu r ctvngu rtgpcpvgu. ect ku qpvng
r qwxqk f)poxkgt ng r ctvgpcktg fcpu ng rc{u gvfg
mk f lkg swg e)guv clpuk swg pqwu xqwrpu sw)k
hpevkppg. gv wpg hqku sw)ku hqpv hck. ngu
r ctvgpcktu uqpvuwegr vdrngu f g u) r rígt0*

Un autre participant a mentionné que

*Ngú áxãswgu fgxtclgpv ci kt gp wcpv swg
rtqi tco o g fg mēchucvqp00 fcpu ng ecftg fw
rtqeguwwu u)pqf cn crqtu pqwu uqo o gu
uwuegr vdrngu f)cxqk fgu âvcr gu uwducpvlgngu
xgtu rē mēchucvqp0*

Les évêques devraient encourager l'autonomie d'entités telles que Caritas en leur cédant une partie du contrôle, ce qui leur

permettrait de fonctionner de manière plus indépendante.

Favoriser les partenariats avec les communautés locales

Les évêques jouent un rôle crucial en impliquant les communautés locales dans les processus de prise de décision et en veillant à ce que les initiatives d'aide correspondent à leurs priorités. Ils sensibilisent les populations et comblent le fossé entre la coopération fraternelle locale et les enseignements sociaux catholiques. Les évêques ont également le pouvoir de remédier aux déséquilibres de pouvoir entre les acteurs internationaux et les intervenants locaux, en encourageant des partenariats équitables et en remettant en question les récits dominants qui sapent les connaissances et le leadership locaux, comme le veut le principe de subsidiarité.

Soutenir le renforcement des capacités locales

Les partenariats durables impliquent d'investir dans la capacité des intervenants locaux à répondre aux situations d'urgence et à renforcer la résilience. Cela implique de fournir des formations, des ressources, un soutien technique et un financement à long terme pour un développement durable. Les évêques peuvent apporter leur contribution en consacrant des ressources au renforcement des entités locales et des individus, afin de leur permettre de répondre efficacement aux besoins humanitaires. Cela comprend la mise en œuvre d'initiatives de

formation, la fourniture de ressources et la facilitation de plateformes de partage des connaissances. Comme l'a fait remarquer un participant :

Njo r rlecvtqp f gu âxãswgu f cpu ngu ghqtu f g r rlf q{gt i ctcpv wpg eqmcdqtcvtqp ghleceg cxge ngu gpvkâu pcvkqpcrgu gv rlecrgu. gv rwt tí ng u)âvgpf Û r f âltpug f gu eqpulf âtcvtqpu tgrvkgu cw tgphtego gpvf gu ecr cekâu f cpu ngu lpvgtcevtqpu cxge ngu f qpcvgtu gv ngu ci gpegu i qwxgtpgo gpvcrgu0

Plaidoyer pour des changements de politique

Les évêques peuvent jouer un rôle crucial dans le plaidoyer et la contribution aux changements politiques qui favorisent la localisation et la décolonisation de l'aide humanitaire au niveau régional en Afrique, une cause défendue par Caritas Africa. En tant que chefs spirituels influents profondément ancrés dans les communautés locales, les évêques possèdent l'autorité morale nécessaire pour amplifier les voix des personnes marginalisées et vulnérables. Ils peuvent utiliser leur tribune pour s'engager auprès des décideurs politiques, en les exhortant à donner la priorité aux initiatives locales et à veiller à ce que les efforts d'aide tiennent compte des contextes culturels et socio-économiques uniques des régions qu'ils desservent.

Les évêques peuvent favoriser la collaboration entre les institutions religieuses, les organisations non gouvernementales et les organismes gouvernementaux, créant ainsi un front uni pour la défense des politiques.

En outre, leur rôle pastoral leur permet d'être les témoins directs de l'impact des interventions d'aide sur le terrain, ce qui leur fournit des informations précieuses pour les recommandations politiques. En s'appuyant sur leur autorité morale, en facilitant la collaboration et en offrant des perspectives de première main, les évêques peuvent contribuer de manière significative au développement et à la mise en œuvre de politiques qui font progresser les objectifs de localisation et de décolonisation de l'aide humanitaire en Afrique. Selon un participant :

Ngu âxãswgu eqpvtldwgpv Û uqwgpt r \$ qrtkswg f g ej cpi go gpv gv f g f âxgr r r go gpv\$ gp uqwti pcpv r pâeguukâ f g tâlhto gt gv f g r tqlguukppcrhugt ngu cevkxkâu f gu qti cpluo gu f g f âxgr r r go gpvf g r)Âi rhug0

Un participant a affirmé qu'il s'agissait d'un élément essentiel pour le succès du discours sur la décolonisation et la localisation. Cela souligne en outre que les évêques, en tant que dirigeants de l'Église et de ses structures au niveau diocésain, devraient s'engager activement à comprendre les réalités locales et à défendre les processus qui préconisent des systèmes pertinents adaptés à leurs localités spécifiques. Reconnaisant l'influence et l'autorité globales dont ils sont investis, les évêques devraient exercer leur pouvoir pour conduire des changements significatifs dans la poursuite de la décolonisation et de la localisation. Les évêques au niveau du Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et de Madagascar (SCEAM) peuvent faire un plaidoyer efficace au niveau de l'Union Africaine et ceux au niveau zonal peuvent faire

de même à ce niveau, à travers la SADC et la CEDEAO, entre autres.

Collaborer avec d'autres parties prenantes

Les évêques devraient collaborer avec des personnes et des organisations influentes partageant les mêmes idées, en insistant sur l'idée que personne n'opère de manière isolée. Comme l'a fait remarquer un participant :

Ngu âxãswgu r gwxgpv lqwt vp tí ng etwelcn gp cuumtcpv wpg eqqtf lpcvtqp ghleceg gpvtg ngu qti cplucvtqpu lpvgtpcvtqpcrgu f g r uqelâvâ elkkg gvrwt eqmcdqtcvtqp cxge ngu gpvkâu pcvkqpcrgu0

Les évêques, selon un autre participant :

r quuáf gpvr r qvgpvgnpâeguuckg r qwt u)gpi ci gt f cpu f gu ghqtu f g eqmcdqtcvtqp cxge vp âxgpvckn f)qti cplucvtqpu. wcpv rlecrgu sw)lpvgtpcvtqpcrgu. hcxqtkucpv r)âej cpi g f g dappgu r tcvswgu. f g tguuqwtegu gvf)gxr âtlgpegu0

De tels efforts de collaboration contribuent à établir une approche plus inclusive et mieux coordonnée de l'aide, en évitant la redondance et en garantissant que les initiatives se complètent les unes les autres. Ce plaidoyer en faveur d'une action collaborative s'aligne sur les principes énoncés à l'article 12 du Motu Proprio, qui souligne que les évêques diocésains doivent promouvoir activement la collaboration entre les organisations caritatives nationales et internationales dont ils ont la charge. L'appel

à la collaboration devient ainsi non seulement une nécessité pratique mais aussi une directive enracinée dans des principes établis, soulignant l'interconnexion et la responsabilité collective au sein du paysage caritatif supervisé par les évêques. En outre, les évêques aux niveaux national et international peuvent collaborer avec des acteurs confessionnels partageant les mêmes valeurs, tels que l'Alliance ACT, le Conseil œcuménique et le Croissant-Rouge, entre autres.

Encourager le développement durable

Les évêques sont chargés de promouvoir des pratiques de développement durable qui favorisent l'autonomie des communautés locales. Ils soutiennent des initiatives dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, de l'agriculture et de l'autonomisation économique. Selon les enseignements de Benoît XVI en 2012, en tant que responsables de l'Église, ils veillent à l'exécution fidèle de la mission de l'Église, notamment en promouvant et en supervisant les activités caritatives, en particulier la branche Caritas. Cela correspond à la vision de l'Église qui consiste à donner aux communautés locales les moyens de cultiver l'autosuffisance. Une personne interrogée a déclaré :

*Ngũ âxãsvngu lqvgpv wp tí ng o wntqto g fcpu
ñqtlgpcvqkp fgu cẽvkkâu ectkcvkxu fg ñÂi ñug
xgtu fgu tâuwnvũ gltcegu gv fwtcdngu0 kũ
f qkxgpvâi cngõ gpvumtxgkngt ngu cur kcvkpu fg ñ
eqqrâtcvkqp ktcvgtpgng rqvũ u)cũvntgt sv)gngũ
u)çñk pgpvumt ñ xkukp fg ñÂi ñug0*

En mettant en œuvre les changements susmentionnés, Caritas peut s'orienter vers une approche plus locale, en adoptant la décolonisation et la localisation dans ses méthodes de travail. Cela garantira que les efforts d'aide sont réactifs, durables et respectueux de l'agence et de la dignité des communautés desservies.

En intégrant ces recommandations dans son cadre opérationnel, Caritas peut faire des progrès significatifs vers une approche des efforts humanitaires plus axée sur les communautés, plus durable et plus respectueuse. Ces mesures sont non seulement conformes aux principes de décolonisation et de localisation, mais elles contribuent également à l'autonomisation et à la dignité des communautés locales.



Références

Benoît XVI, 2012. Sur le service de la charité - Lettre apostolique publiée 'Motu Proprio' du Souverain Pontife Benoît XVI. Vatican : Libreria Editrice Vaticana.EUROPEA
Caritas, ensemble, servir par amour Renforcer notre coopération fraternelle Caritas Internationalis à l'horizon 2030, Rome, 21-22 novembre 2022.

Le document de Caritas sur la localisation est disponible à CI-Position-paper-on-Localisation- _EN.pdf (caritas.eu)

Center for Humanitarian Leadership: disponible sur [Decolonising-Aid59.pdf](#) ([centreforhumanitarianleadership.org](#))

Opérations européennes de protection civile et d'aide humanitaire, 2023. *Localisation : Fiche d'information*. [Disponible à l'adresse : https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/what/humanitarianaid/localisation_fr#:~:text=Dans%20le%20secteur%20humanitaire%2C%20localisation%20signifie%20donner%20le%20pouvoir%20local,%20de%20répondre%20aux%20crises%20et%20de%20promouvoir%20la%20durabilité%20à%20long%20terme.]

Comité permanent interagences, 2016. Le Grand Bargain : Un engagement commun pour mieux servir les personnes dans le besoin.

Peace Direct, 2021. Time to Decolonise Aid' Insights and lessons from a global consultation

(Il est temps de décoloniser l'aide), Rapport. <https://www.peacedirect.org/time-to-decolonise-aid/>

Secrétariat du Sommet humanitaire mondial, 2015. Restaurer l'humanité - Les voix mondiales appellent à l'action : Synthèse du processus de consultation pour le Sommet humanitaire mondial - Résumé exécutif, New York : Nations unies.



Kevin Mandakone, chef de la clinique mobile, lors d'une consultation dans le village de Toko Kotta / République centrafricaine



